



Pouvoir adjudicateur :

**PALAIS DE L'INSTITUT DE
FRANCE 23 QUAI DE CONTI
75006 PARIS**

CCAP commun à l'ensemble des lots

TRAVAUX DE REFECTIONS ELECTRIQUES,

DE MISE EN LUMIERE

ET D'EQUIPEMENT AUDIOVISUEL

AU PALAIS DE L'INSTITUT DE FRANCE

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	5
2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	5
2.1 OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ	5
2.2 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	5
2.2.1 ALLOTISSEMENT ET TRANCHE	5
2.2.2 PHASES	5
2.3 MAÎTRISE D'OUVRAGE - MAÎTRISE D'ŒUVRE - CONDUITE D'OPÉRATION	5
2.3.1 MAÎTRISE D'OUVRAGE.....	5
2.3.2 MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	5
2.4 CONTRÔLE TECHNIQUE	5
2.5 COORDINATION SÉCURITÉ - PROTECTION DE LA SANTÉ	6
2.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)	6
2.7 COORDINATION SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE	6
2.8 TITULAIRE DU MARCHÉ	6
2.9 MANDATAIRE DU GROUPEMENT	6
2.10 COTRITANTS	7
2.11 SOUS-TRAITANCE.....	8
2.12 ORDRE DE SERVICE.....	9
2.13 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	9
3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	10
3.1 PIÈCES PARTICULIÈRES	10
3.2 PIÈCES GÉNÉRALES	10
3.3 ÉVOLUTION NORMATIVE.....	11
4. RECONNAISSANCE DES LIEUX	11
5. PRIX	11
5.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	11
5.2 FORME DES PRIX	12
5.3 RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER	12
5.3.1 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	12
5.3.2 DÉPENSES D'ENTRETIEN	12
5.4 CONTENU DES PRIX	12
5.5 PRESTATIONS FOURNIES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE	14
5.6 TRAVAUX MODIFICATIFS	14
5.7 VARIATION DES PRIX.....	15
5.7.1 ACTUALISATION DU PRIX.....	15
5.7.2 RÉVISION DES PRIX.....	15

5.8	SOUS DETAIL DES PRIX	15
6.	REGLEMENT DES COMPTES	16
6.1	RÈGLEMENT DES TRAVAUX ET DES PRESTATIONS.....	16
6.1.1	APPROVISIONNEMENT	16
6.1.2	AVANCE	16
6.2	DECOMPTES ET ACOMPTES PROVISOIRES	16
6.3	DECOMPTE FINAL.....	17
6.4	DECOMPTE GENERAL.....	17
6.5	DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF.....	17
6.6	PAIEMENT.....	19
6.7	INTERETS MORATOIRES.....	20
6.8	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX.....	20
7.	DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D’EXECUTION	20
7.1	DUREE DU MARCHÉ	20
7.2	DELAI D'EXECUTION	20
7.2.1	CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION	21
7.2.2	CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION.....	21
7.2.3	PROLONGATION DES DÉLAIS D’EXÉCUTION	21
7.2.4	PRISE EN COMPTE DES INTEMPÉRIES.....	22
8.	PENALITES	23
9.	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	25
9.1	PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	25
9.2	VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	25
10.	PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	26
10.1	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX	26
10.2	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	26
10.2.1	PRINCIPES GENERAUX	26
10.2.2	AUTORITE DU COORDONNATEUR S.P.S	26
10.2.3	MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S.....	27
10.3	Travail illégal – Travail dissimulé	28
10.4	ETUDES D’EXECUTION	28
10.5	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	29
10.6	DIRECTION DES TRAVAUX	29
10.7	DEROULEMENT DU CHANTIER.....	29
11.	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L’ACHEVEMENT DU CHANTIER	30
11.1	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER.....	30
11.2	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	30
11.3	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	31
11.4	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	31

12. RECEPTION DES TRAVAUX.....	31
12.1 RECEPTION PARTIELLE ET CONSTAT D'ACHEVEMENT DE TRAVAUX.....	31
12.2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	31
12.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	32
13. GARANTIE ET ASSURANCE.....	32
13.1 RETENUE DE GARANTIE.....	32
13.2 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	32
13.3 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	33
13.4 ASSURANCES	33
13.5 DISPOSITIONS DIVERSES	33
14. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	34
15. RESILIATION DU MARCHE	34
16. DROIT ET LANGUE.....	35
17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	35

1. INTRODUCTION

Les articles ou paragraphes d'articles du CCAG non repris dans le présent document restent applicables et forment un tout indissociable avec le présent CCAP qui reste cependant prééminent par rapport au CCAG, en cas de contradiction.

2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

2.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de réfections électriques, d'équipement audiovisuel de la Coupole et des Salles de Séances, et de la mise en lumière de la Coupole du Palais de l'Institut de France.

Il s'agit d'un marché de travaux à prix global et forfaitaire.

Références au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) :

45311200 - Travaux d'installation électriques

45310000 – Travaux d'équipement électrique

45316100 – Installation d'appareils d'éclairage extérieur

32321200 – Equipement audiovisuel

2.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

2.2.1 ALLOTISSEMENT

Ce marché est divisé en 3 lots :

- Lot 1 -Electricité
- Lot 2 - Mise en Lumière
- Lot 3 - Audiovisuel

Le présent marché s'inscrit dans une opération de rénovation globale du Palais de l'Institut de France.

Les autres lots du projet, sont attribués ou en cours d'attribution (rénovation des fauteuils de la Coupole, rénovations des sols souples) ou seront lancés ultérieurement (rénovation des parquets)

.

Il est demandé à l'ensemble des entreprises de prendre connaissance des documents techniques des autres lots. Il sera demandé une parfaite communication entre les différentes entreprises, afin de mener à bien ce chantier dans les délais impartis.

Du fait de son expérience et de sa qualification, aucune stipulation de l'ensemble des pièces contractuelles ne pourra être interprétée par l'entreprise comme la relevant de son engagement de résultat. De ce fait, dans le cas où les présents descriptifs et annexes ne comporteraient pas tous les détails, l'offre du prestataire devra intégrer tous les compléments qui s'avèreraient nécessaires.

2.2.2 PHASES

Le phasage des travaux est décrit au CCTP du marché.

2.2.3 Prestations supplémentaires éventuelles

Les lots 2 mise en lumière et 3 audiovisuel peuvent donner lieu à prestations supplémentaires éventuelles.

Le maître d'ouvrage décidera ou non de les retenir lors de l'attribution du marché.

2.3 MAITRISE D'OUVRAGE - MAITRISE D'OEUVRE - CONDUITE D'OPERATION

2.3.1 MAITRISE D'OUVRAGE

Institut de France

23 quai de Conti

75006 Paris

2.3.2 MAITRISE D'OEUVRE

Dans ce marché, la maîtrise d'œuvre est assurée par 3 entités différentes pour chacun des lots :

- Lot 1 : BET T3E
- Lot 2 : Concepteur Lumière VASTE,
- Lot3 : Service Patrimoine et Travaux de l'Institut de France

2.4 CONTROLE TECHNIQUE

Dans le cadre de l'opération globale de rénovation de la coupole de l'Institut de France, un contrôleur technique sera désigné ultérieurement. Ses coordonnées seront communiquées aux Titulaires du marché par le maître d'ouvrage.

2.5 COORDINATION SECURITE - PROTECTION DE LA SANTE

La coordination SPS sera réalisée en interne, du fait du classement de niveau 3 des travaux.

2.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)

Sans objet.

2.7 COORDINATION SYSTEME DE SECURITE INCENDIE

Sans objet.

2.8 TITULAIRE DU MARCHE

Les caractéristiques du Titulaire du marché sont précisées dans l'Acte d'Engagement.
Le titulaire du marché est désigné dans le présent CCAP sous le nom « titulaire ».

Dès la notification du marché « le Titulaire » désigne une personne physique et un suppléant qui le représente vis-à-vis du maître de l'ouvrage pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.
La personne physique et son suppléant (chef de projet, chef de chantier) chargée de la conduite des travaux doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre, sans retard, les décisions nécessaires et engager le titulaire.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récuser, par une décision motivée, toute personne désignée.

En cas de départ d'une personne désignée du fait du titulaire, en cours d'exécution du marché, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit :

- de donner son accord ou de refuser le remplaçant désigné par le titulaire dans un délai maximal de un mois calendaire après réception de la communication du nom et des titres de cette

- personne par le titulaire du marché au Maître d'Ouvrage,
- d'appliquer une pénalité forfaitaire conformément à l'article relatif aux pénalités présent CCAP.

Si le Maître d'Ouvrage refuse le remplaçant désigné par le titulaire dans le délai d'un mois précité, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le Maître d'Ouvrage.

2.9 MANDATAIRE DU GROUPEMENT

En cas de groupement, l'engagement de solidarité du mandataire vis-à-vis du Maître de l'Ouvrage souscrit dans les termes énoncés à l'Acte d'Engagement est défini aux articles 3.5 et 48.7 du CCAG-Travaux et précisé dans les dispositions ci-après.

En cas de groupement conjoint, la solidarité du mandataire du groupement vis-à-vis des autres cotraitants et de chaque cotraitant au sein d'un éventuel sous groupement solidaire, est une solidarité parfaite.

En souscrivant à l'engagement de solidarité, le mandataire se porte garant de la totalité des prestations couvrant l'ensemble des travaux du groupement.

En groupement, seul le mandataire du groupement a qualité pour s'adresser au Maître d'ouvrage et à ses représentants. Tout acte adressé par un autre cotraitant directement au Maître d'ouvrage ou à ses représentants pourra être considéré par celui-ci à tout moment comme nul et non avenue sauf si une délégation dûment acceptée par le Maître d'ouvrage a été établie à cet effet par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la nature du groupement, les principales missions du mandataire du groupement sont les suivantes :

Le mandataire du groupement, dans le cadre de la nature et de l'assiette des prestations qui lui sont dévolues :

- représente l'ensemble des cotraitants jusqu'à la date d'expiration des délais de garantie ;
- reçoit du Maître d'Ouvrage toute notification, instruction, notes, plans, ordres de service, etc. et assure immédiatement leur transmission avec les directives appropriées aux cotraitants ou intéressés ;
- assure sous sa responsabilité la coordination générale des cotraitants avec pour objectif la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par le groupement ;
- prépare les dossiers, remet officiellement au Maître d'ouvrage les documents du groupement liés aux différentes phases d'étude et de réalisation en vue de leur approbation ;
- centralise et présente au Maître d'ouvrage les états navettes, mémoires des différents membres et modalités de traitement des différends ;
- transmet au Maître d'ouvrage après analyse et avis pour information, toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un membre ;
- transmet au Maître d'œuvre les documents d'étude et les plans d'exécution des ouvrages des membres pour approbation ou visa ;
- transmet au Maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant des membres ;
- communique les contrats de sous-traitance des membres à la demande du Maître d'Ouvrage ;
- transmet en temps voulu toutes informations nécessaires à la réception des travaux des membres et à la levée des réserves éventuelles ;
- représente chacun des cotraitants en cas de contestation notamment avec le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'ouvrage ;
- gère et arbitre la répartition des pénalités au sein du groupement, et transmet au Maître d'ouvrage la répartition des pénalités entre les cotraitants ; dans l'attente, les pénalités sont appliquées en totalité au mandataire.

2.10 COTRAITANTS

Chaque membre du groupement devra :

- désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes décisions utiles, assister aux réunions d'études, de coordination ou de chantier ;
- fournir au mandataire pour transmission au Maître d'Ouvrage, tout document prévu au Marché du groupement ;
- faire connaître l'état d'avancement des tâches des travaux dont ils sont attributaires (études, fabrications, mise en œuvre, etc.) pour les nécessités de la planification et de son suivi ;
- respecter en cas de sous-traitance, la loi du 31.12.1975 et en particulier, remettre en temps utile au mandataire, les demandes d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement, etc. pour transmission au Maître d'Ouvrage.

2.11 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire d'un marché public de travaux est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations de son marché, public.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public (article 46.3 du CCAG travaux).

Le titulaire doit fournir :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant

Le montant maximum en HT des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant. Il doit être précisé les éléments suivants : la TVA est due par le preneur assujetti, la mention « auto-liquidation ».

- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- Une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve (liste non exhaustive) :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;
- b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en terme de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.
- c) que le sous-traitant réponde aux critères de candidatures tels que mentionnés dans le règlement de consultation.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur tant en matière de sécurité

et de protection de la santé des travailleurs qu'en matière de réglementation du droit du travail, sur les chantiers.

Il devra s'assurer que ses entreprises sous-traitantes respectent les obligations réglementaires.

Notamment, le titulaire procède tous les six mois aux vérifications prévues par l'article L.8222-1 à L.8222-3 et R.8222-1 du Code du travail. En outre, pour les sous-traitants établis à l'étranger, le titulaire vérifie :

- que les salariés détachés par cette entreprise sont bien autorisés à travailler en France, (article L.5221-8 à L.8251-1 du Code du Travail),
- que l'entreprise a procédé à une déclaration préalable de détachement temporaire auprès de l'Inspection du Travail (formulaire A1),
- que l'entreprise a procédé à la déclaration d'hébergement collectif auprès de la Préfecture (Loi n°73-548 du 27 juin 1973).

Le maître d'ouvrage notifiera uniquement au titulaire l'acte spécial par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux.

Le défaut de communication, dans les 15 jours, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles au maître d'ouvrage, expose le titulaire à une pénalité journalière de 1/1000 du montant HT du marché public (article 3.6.1.5 du CCAG travaux).

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 46.3 du CCAG Travaux.

2.12 ORDRE DE SERVICE

Conformément à l'article 2 du CCAG Travaux, l'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché public.

Les travaux supplémentaires ne pourront être exécutés qu'après avoir été expressément ordonnés par écrit par le MAITRE D'OUVRAGE, par avenant qui fera apparaître leur évaluation, le délai modificatif accordé à cet effet et les conditions de règlement.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, les Entrepreneurs disposent d'un délai de cinq jours ouvrés pour faire connaître par écrit leurs observations éventuelles sur un ordre de service.

2.13 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le maître d'ouvrage adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-10 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

3.1 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

- 1) L'acte d'engagement signé par le titulaire et son annexe financière le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire pour chacun des lots,
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- 3) Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et ses annexes éventuelles,
- 4) L'offre technique du titulaire
- 5) Les plans et documents techniques,
- 6) Le planning détaillé d'exécution,
- 7) Les certificats de qualifications professionnelles du titulaire, le cas échéant,
- 8) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- 9) Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé,
- 10) Le plan de gestion des déchets proposé par le titulaire le cas échéant.

Il est précisé que l'offre technique constitue des engagements unilatéraux de la part du titulaire vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les prestations diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus citées, c'est la pièce qui porte le numéro le moins élevé qui prévaudra sur les suivantes.

En cas de non-concordance entre plusieurs documents techniques, la décision revient de droit au maître d'ouvrage

3.2 PIECES GENERALES

Pièces techniques contractuelles générales (non jointes) :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (Arrêté du 8 Septembre 2009),

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux de bâtiment et le Cahier des Prescriptions Communes (CPC) applicables aux travaux conformément au décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 et ses annexes, des différents décrets parus depuis, dont le décret 99-98 du 15 février 1999 ;
- Les prescriptions techniques générales constituées par les REEF et édité par le CSTB
 - Les Documents techniques unifiés
 - L'ensemble des cahiers des clauses spéciales (CCS) annexés au DTU
 - L'ensemble des Cahier des clauses Techniques annexés au DTU
 - L'ensemble des normes françaises
 - L'ensemble des règles de calculs
- La Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix du marché public.

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

3.3 EVOLUTION NORMATIVE

Le Titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer aussitôt par courrier AR le Maître d'ouvrage pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée d'une analyse au moins sommaire des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision du Maître d'Ouvrage lui sera alors notifiée par écrit. À défaut cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire. Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par le titulaire et comprises dans son prix.

4. RECONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché déclare avoir pris connaissance des lieux, tant pour en tirer tous les renseignements utiles à la bonne marche du travail que pour prendre en compte les contraintes des prestations.

Ainsi, le prestataire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux. Dès lors, il ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations, ou de faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent marché.

5. PRIX

5.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et les actes spéciaux le cas échéant, indiquent la répartition des paiements respectifs :

- Au titulaire,
- Aux sous-traitants,

- Aux cotraitants (en cas de groupement conjoint).

5.2 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix ferme, actualisable, non révisable, global et forfaitaire.

5.3 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Le maître de l'ouvrage ne s'immiscera d'aucune manière dans la gestion des dépenses de chantier.

5.3.1 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses sont définies à la fois, dans le CCTP et dans le Plan Général de la Coordination et sont réputées rémunérées par les prix du marché public avec le titulaire.

5.3.2 DEPENSES D'ENTRETIEN

Les dépenses d'entretien des installations indiquées dans les documents techniques contractuels sont réputées rémunérées par les prix du marché.

5.4 CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont établis en euros, hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des prestations y compris les frais annexes (reproduction, frais de déplacement, etc.). Ils comprennent également les frais généraux, assurances, impôts et taxes et sont réputés assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les dépenses résultant de l'action de coordination des cotraitants du mandataire sont réputées couvertes par les prix du marché.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles. Ils prennent en considération comme normalement prévisibles toutes les intempéries et autres phénomènes naturels, définis au présent CCAP.

L'entreprise ne pourra pas faire valoir un quelconque préjudice sur des modifications de phasages.

En plus des dépenses mentionnées à l'article 10.1 du CCAG travaux, les prix tiennent compte notamment :

- de toutes les conditions d'exécution décrites dans le marché et notamment de l'exécution fractionnée des travaux, en site urbain dense, pouvant impliquer des sujétions sur le mode d'exécution et des travaux sur le site en exploitation.
- de la coordination nécessaire avec les entreprises tierces du chantier et en interaction avec le titulaire, ainsi que des contraintes de phasage de travaux pouvant en résulter, en particulier de la possibilité pour certaines phases de travaux de se dérouler en travail de jour en poste du matin ou du soir, ou même de nuit ou en horaire décalé, notamment toutes les fois que le respect du planning ou les contraintes l'imposent,

- de toutes les prestations de manutention, transport, stockage ou reprise intermédiaire des fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation,
- des sujétions imposées (mise à disposition des personnels, matériels et outillages nécessaires) par la réalisation de mesures et d'essais de contrôle, que ces opérations soient assurées par les entrepreneurs, le Maître d'ouvrage, ou un organisme extérieur mandaté par le Maître d'Ouvrage,
- des frais liés aux cessions, licences et autorisations nécessaires pour l'utilisation de brevets, licences, dessins ou modèles, marques de fabrique ou de commerce, nécessité par la réalisation du présent marché,
- des sujétions afférentes à la complète garde de l'ouvrage, à la garde des équipements (de toutes natures) intégrés à l'ouvrage, à la garde des équipements tiers mis à disposition du titulaire, à la garde des équipements ou composants d'autres entreprises installés ou stockés provisoirement dans le périmètre de l'ouvrage.
- des sujétions dues aux journées d'intempéries prévisibles,
- des sujétions afférentes aux installations de chantier,
- les installations et le repliement de chantier nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché,
- des sujétions afférentes à la garde complète des ouvrages durant les périodes de mise à disposition stipulées au présent CCAP,
- des exigences du contrôleur technique et du coordonnateur SPS,
- de toutes les prestations de manutention, reprises, transport, stockage intermédiaire des fournitures entre leur lieu de fabrication et leur site d'installation.
- des sujétions imposées (mise à disposition des personnels, matériels et outillages nécessaires) par la réalisation des mesures, essais et contrôles, que ces opérations soient assurées par le Titulaire, par un organisme extérieur mandaté assistant du Maître d'ouvrage.
- de la gestion administrative, du transport et du stockage, après tri et traitement éventuel de déchets inertes ou de la mise en décharge de déchets ultimes, sachant que l'obtention d'un lieu de décharge et toutes les contraintes s'y attachant (frais de décharge, taxes, éloignement, ...) sont à la charge du Titulaire.
- des travaux ou des prestations complémentaires qui découleraient des remarques du Contrôleur technique et des visas de la Maitrise d'œuvre sur les documents d'exécution remis par l'entreprise
- des sujétions dues à la présence d'autres corps d'états sur le site ;
- des dépenses d'installation de chantier, de gestion et d'encadrement dus à des retards de chantier
- des sujétions dues aux arrêts éventuels de chantier qui seraient consécutifs d'une gêne à l'activité du site
- des frais de protection des ouvrages existants
- des frais de réfection des ouvrages défectueux constatés par le maître d'ouvrage

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux de l'opération.

Les prix portés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du titulaire s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et

adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché public).

- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché public.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

5.5 PRESTATIONS FOURNIES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage fournira gratuitement l'eau et l'électricité nécessaires à la réalisation de l'opération.

Cependant les études, les travaux et les coûts de branchement et de raccordement sur les réseaux du site restent à la charge de l'entreprise titulaire.

5.6 TRAVAUX MODIFICATIFS

Si des travaux ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient le programme du projet, la modification du prix global et forfaitaire correspondante est calculée en appliquant aux quantités ordonnées, en plus ou en moins, les prix unitaires résultant de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

En cas d'impossibilité d'assimilation des travaux modificatifs à la DPGF, il sera préparé par le titulaire un bordereau de prix forfaitaires complémentaires établi par assimilation aux ouvrages les plus analogues du marché public. Ce bordereau sera soumis à l'acceptation du maître d'ouvrage et notifié au titulaire par écrit afin de conclure un avenant.

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires est celle des conditions économiques du mois de notification du marché.

Les présentes dispositions n'ont pas pour effet de déroger en quoi que ce soit aux dispositions des articles 15, 16 et 17 du CCAG Travaux.

Tout travail exécuté sans ordre de service sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du forfait.

Le titulaire est tenu de produire, sans incidence financière et sans allongement du délai d'exécution, tous les devis, études, détails de prix, sous-détails qui lui seront demandés par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage fixe la forme sous laquelle ces études et devis doivent être présentés.

Le titulaire ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

Ces études et devis seront transmis au maître d'œuvre en une seule fois et sous une forme complète.

En même temps que le devis, le titulaire indiquera soit le délai dont dispose le maître d'ouvrage pour notifier l'ordre de service sans qu'il y ait d'incidence sur le planning, soit l'incidence non critique ou critique sur le planning.

5.7 ACTUALISATION DU PRIX

Le marché public est conclu à prix ferme actualisable.

Ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

- Les prix du présent marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre ; ce mois est appelé "mois zéro".
- L'index de référence « I » choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché public correspond à l'indice suivant : BT47 - Electricité

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Dans laquelle I_0 et $I(d-3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois (d-3) par l'index de référence I, sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué avec au maximum trois décimales et par arrondissement au millième supérieur.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

Les index de référence sont publiés sur le site www.lemoniteur.fr du Moniteur des Travaux Publics et/ou sur le site www.insee.fr de l'institut national de la statistique et des études économiques

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, l'effet de l'actualisation de prix est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients publiés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

L'effet définitif de l'actualisation est déterminé lors de l'établissement de l'état d'acompte qui suit la parution de la valeur définitive des index concernés.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5.8 SOUS DETAIL DES PRIX

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander à l'entreprise, pendant la durée du marché public, tous les sous détails de prix figurant dans la DPGF aux fins d'analyse de devis de travaux modificatifs ou supplémentaires. L'entreprise a alors un délai de 20 jours calendaires à partir de la demande, pour fournir ces sous détails. Le refus de production de ces sous détails expose l'entreprise à

une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard et fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement du premier acompte qui suit la date d'exigibilité de ladite pièce.

6. REGLEMENT DES COMPTES

6.1 RÈGLEMENT DES TRAVAUX ET DES PRESTATIONS

6.1.1 Modalités de règlement

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières précise les prestations à réaliser ainsi que les modalités de réalisation.

Ces prestations sont rémunérées par un prix forfaitaire dont le détail est précisé dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires est celle des conditions économiques du mois de notification du marché.

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées à l'avancement.

Le titulaire fournira mensuellement un tableau où figureront en colonne, les numéros, libellés et valeur des prix y compris les prix provisoires, les quantités et montants valorisés pour chaque mois passé et pour le mois en cours, ainsi que les quantités et montants cumulés jusqu'au mois en cours.

Seules les modifications ayant reçues l'accord du Maître d'ouvrage feront l'objet par le titulaire des corrections correspondantes sur les plans d'exécution.

6.1.1 APPROVISIONNEMENT

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG Travaux, il ne sera pas payé d'acomptes sur approvisionnement.

6.1.2 AVANCE

Sauf renonciation expresse du titulaire à l'acte d'engagement, une avance est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial TTC du marché. Le montant de l'avance ne peut être actualisé.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte.

6.2 DECOMPTES ET ACOMPTES PROVISOIRES

Les prestations ayant donné lieu à commencement d'exécution pourront donner lieu à la présentation d'acomptes de la part du Titulaire.

Dans ce cas, la situation, établie par le titulaire, est vérifiée, puis acceptée ou rectifiée en fonction du pourcentage d'avancement des travaux par le maître d'ouvrage et transmise au maître d'ouvrage aux fins de règlement.

Le délai de vérification par le maître d'ouvrage du projet de décompte mensuel du titulaire et d'établissement de l'état d'acompte est fixé 7 jours ouvrables à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte mensuel ou du récépissé de remise.

Les projets de décompte seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux et seront transmis par le titulaire au maître d'ouvrage par envoi recommandé avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Leur règlement s'effectuera à partir de l'état décrit ci-dessus diminué des mandatements déjà effectués.

Viendront en déduction :

- La retenue de garantie sauf si une garantie à première demande est fournie,
- Eventuellement les pénalités immédiatement applicables et divers abattements résultant du chantier.

Les projets de décompte seront présentés conformément au modèle qui sera remis au titulaire lors de la première réunion de chantier.

6.3 DECOMPTE FINAL

A la fin des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées.

Le titulaire adresse son projet de décompte final au maître d'ouvrage, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra remettre son projet de décompte final que sous réserve d'avoir remis le DOE dans les conditions prévues à l'article 11.4 du présent CCAP et d'avoir levé toutes les réserves indiquées dans le PV de réception notifié par le Maître d'ouvrage.

Le projet de situation finale, établi par le titulaire, est accepté ou rectifié par la maîtrise d'œuvre et devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

6.4 DECOMPTE GENERAL

Le maître d'ouvrage établit le projet de décompte général, qui comprend :

- Le décompte final ;
- L'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 13.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'ouvrage transmet le projet de décompte général au maître d'ouvrage dans un délai compatible avec les délais de l'article 13.4.2. du CCAG Travaux.

Le projet de décompte général est signé par le maître d'ouvrage et devient alors le décompte général.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général à la plus tardive des deux dates ci-après :

- Trente jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la demande de paiement finale transmise par le titulaire ;
- Trente jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

6.5 DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF

Dans un délai de trente jours compté à partir de la date à laquelle ce décompte général lui a été notifié, le titulaire envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le titulaire, il devient le décompte général et définitif du marché public. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le départ du délai de paiement.

Le délai de paiement du solde, court à compter du lendemain de l'expiration de ce délai.

Ce décompte lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des intérêts moratoires afférents au solde.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré s'il y a lieu des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Ce désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 50 du CCAG Travaux. Toutefois, par dérogation à l'article 50.3.2. Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du marché, le titulaire dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 50.1.2, ou de la décision implicite de rejet conformément à l'article 50.1.3, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général signé dans les délais stipulés à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 50.1.1. du CCAG travaux.

Le délai et les conditions d'établissement du décompte général par le titulaire sont identiques à ceux précisés ci-dessus.

Le projet de décompte général est composé :

- du projet de décompte final tel que transmis en application de l'article 13.3.1 du CCAG Travaux;
- du projet d'état du solde, établi à partir du projet de décompte final et du dernier projet de décompte mensuel, faisant ressortir les éléments définis à l'article 13.2.1 du CCAG Travaux pour les acomptes mensuels ;
- du projet de récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au maître d'ouvrage dans le délai de trente jours fixé à l'article 13.4.3 du CCAG Travaux, ou encore dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations comme indiqué à l'article 50.1.1 du CCAG Travaux, le décompte général notifié par le maître d'ouvrage est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché public.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

6.6 PAIEMENT

Les délais dont dispose le Maître d'Ouvrage pour effectuer les paiements des acomptes et du solde sont de trente (30) jours comptés à partir :

- de la date de réception de la demande de paiement mensuel par le maître d'ouvrage,
- dans les conditions des articles 13 .4.3 ou 13.4.4 du CCAG travaux pour le décompte de solde du marché .

La date de départ de ces délais est fixée à la date de réception apposée sur le projet de décompte lors de sa remise au maître d'ouvrage.

Le délai de paiement effectif sera compté jusqu'à la date du débit de la somme due sur le compte du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.5.1 du CCAG Travaux, le membre du groupement ou le mandataire joint la copie des factures du ou des sous-traitants directs acceptées ou rectifiées par ses soins.

Les factures afférentes au marché seront établies en un original, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque éventuel avenant;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la nature de l'ouvrage ou de la prestation exécutée ;
- la date d'exécution de l'ouvrage ou de la prestation ;
- le montant hors TVA de l'ouvrage ou de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total de l'ouvrage ou des prestations exécutées.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC;

Les demandes de paiement devront impérativement être libellées et adressées à :

INSTITUT DE FRANCE
23 quai de Conti
75006 PARIS

6.7 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus par code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai. Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article 40 de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Les intérêts moratoires appliqués aux avances, acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde diminué de la retenue de garantie.

L'attention du titulaire du marché public est appelée sur les retards de paiement générés par son fait :

- notamment par carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché public et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire :
 - modification de la raison sociale ;
 - modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
 - retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
 - modification des prix...
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable aux prestataires (retard dans la production des documents, facturation au titre d'un marché public non encore notifié, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait, erreur d'adressage des factures et autres documents, retard dans la production des indices de références ...)

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché public suspendront de plein droit le délai de paiement.

6.8 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 15.4 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'un avenant, 10 jours au moins avant la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel. Par ailleurs, par dérogation à l'article 15.3 du CCAG Travaux, l'augmentation limite définie pour les marchés forfaitaires est fixée à 15% du montant initial du marché.

Les autres dispositions de l'article 15.4 du CCAG s'appliquent.

7. DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

7.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la date de fin des garanties contractuelles. Le marché n'est pas reconductible.

7.2 DELAI D'EXECUTION

Le marché contient une période de préparation fixée à 2 semaines maximum de préparation (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux) à compter de la notification du marché.

Les délais d'exécution des prestations, à compter du terme de la période de préparation du marché seront définis dans le calendrier détaillé d'exécution.

Le délai imparti à la réalisation des travaux est précisé au CCTP du marché.

Les délais spécifiques d'exécution seront définis conformément aux dispositions de l'article 7.2.2 du présent CCAP. Etant entendu 4 semaines par mois et 5 jours ouvrés par semaine.

7.2.1 CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION

Les délais d'exécution s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au planning prévisionnel des travaux de l'opération joint au Dossier de Consultation.

Le titulaire du marché établit un planning prévisionnel d'exécution.

7.2.2 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré en concertation avec le Titulaire dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité ci-dessus.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages et indique en outre pour chacune des phases :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives des entrepreneurs sur le chantier.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage et notifié aux entreprises.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet du terme de la période de préparation.

Au cours du chantier et après concertation avec l'entrepreneur et le maître d'ouvrage, le MOE peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution ; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG Travaux.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, doit être approuvé et signé par le titulaire du marché public. Il est notifié par ordre de service à ce dernier par le maître d'ouvrage.

7.2.3 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

En complément de l'article 19.2 du CCAG Travaux, sur justifications du titulaire des prolongations de délais pourront lui être accordées par ordre de service ou avenant dans les cas mentionnés ci-après :

- Décision du Maître d'Ouvrage de prolonger le délai contractuel, notifiée par ordre de service suivant les dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux,
- Cas de force majeure et grève à caractère national ou majeur,
- Décisions judiciaires ou administratives auxquelles les parties ne peuvent se soustraire affectant le déroulement du chantier et pour lesquelles la responsabilité de l'Entrepreneur ne serait engagée d'aucune manière,
- Evènements exceptionnels et imprévisibles,
- En cas de retard dans la mise à disposition des ouvrages ou la libération des emprises due par le Maître d'ouvrage,

- En cas de retard dans les déviations de réseaux et la découverte éventuelle de réseaux non répertoriés, étant précisé que ces arrêts éventuels sont compris dans le délai d'exécution pour une franchise en cumul de 15 jours ouvrés par an,
- intempéries en application de l'article 19.2.3 (premier alinéa) du C.C.A.G., étant précisé que ces arrêts éventuels sont compris dans le délai d'exécution pour une franchise en cumul de 15 jours ouvrés par an.

Seules les journées prises en compte par la Caisse des Congés Payés (chômage intempéries), après visa du Maître d'ouvrage, pourront être retenues par le Maître d'ouvrage,

- intempéries en application de l'article 19.2.3 (deuxième alinéa) du C.C.A.G., les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel le phénomène naturel ci-après dépassera l'intensité et la durée limites figurant ci-dessous sans qu'il puisse y avoir cumul avec l'alinéa précédent.

7.2.4 PRISE EN COMPTE DES INTEMPERIES

7.2.4.1 NOTION D'INTEMPERIES

Dans le présent marché, la notion d'intempéries est définie à partir de seuils au-delà desquels le phénomène naturel est considéré comme intempérie.

- Le décompte de ces intempéries est établi en journées ouvrables.
- La station météorologique de référence sera la station la plus proche du lieu d'exécution du marché.

7.2.4.2 JOURNEES D'INTEMPERIES PREVISIBLES

En complément de l'article 19.2.2 du CCAG – Travaux.

- Le nombre de journées d'intempéries pour le délai global d'exécution des travaux est fixé à un(1) jour ouvrable pour la durée de réalisation des travaux.
- Si pour un délai d'exécution prévu dans le marché, le nombre de journées d'intempéries décomptées dans les conditions définies ci-après est supérieur au nombre de journées d'intempéries prévisibles se rapportant à ce délai, le titulaire peut prétendre à une prolongation de ce délai d'exécution ; dans ce cas, la prolongation du délai sera au plus égale à la différence entre le nombre de journées d'intempéries reconnues et le nombre de journées d'intempéries prévisibles.
- Ces prolongations de délai éventuelles porteront sur le délai global du marché pour autant que les tâches objet de cette prolongation se situent sur le chemin critique défini sur le programme d'exécution des travaux.

7.2.4.3 DECOMPTE DES INTEMPERIES

Les modalités définies ci-dessous ne sont applicables qu'aux conditions suivantes :

- une journée prise en compte comme «journée d'intempéries» ne sera comptée qu'une seule fois,
- les samedis, dimanches, jours fériés ou chômés, hors chantier ou similaires, ne sont pas pris en compte pour la détermination des intempéries,
- le titulaire devra avertir, par écrit, le Maître d'ouvrage dans les quarante-huit heures de l'existence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte,
- une journée d'intempérie, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le chantier, prise en charge par la caisse de chômage « intempéries », ne sera prise en compte dans le calcul du nombre de journées d'intempéries

contractuelles, au titre du présent marché, que si cette journée répond aux critères d'une journée d'intempérie tels qu'ils sont définis conventionnellement dans le présent CCAP. Dans le cas contraire, cette journée ne rentrera pas dans le calcul du nombre de journées d'intempéries,

- les conditions d'utilisation de la station météorologique de référence qui sera utilisée pour le calcul des journées d'intempéries seront fixées en début de chantier,
- le nombre de jours d'intempéries à prendre en compte sera arrêté mensuellement et consigné dans le compte-rendu de réunion de chantier.

8. PENALITES

8.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG Travaux, le titulaire subira dans l'exécution des travaux une pénalité de 1/50ème du montant forfaitaire HT de l'ensemble du marché, augmenté du montant des avenants éventuels, par jour calendaire de retard. Elle sera appliquée par le maître d'ouvrage dès constatation et sans mise en demeure préalable.

Ces pénalités s'appliqueront également aux différents délais intermédiaires (phases et jalons identifiés dans le planning contractuel...) le cas échéant, et ainsi qu'aux autres tâches critiques éventuellement identifiées sur le planning d'exécution.

Les pénalités de retard définies ci-dessus sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 20 % du montant hors taxes (montant forfaitaire initial actualisé, augmenté du montant des avenants éventuels) du présent marché.

La défaillance d'un sous-traitant du titulaire ne constitue pas une cause légitime de suspension du délai d'exécution.

8.2 Retard dans la remise des documents

Le titulaire subira une pénalité de 150 € par document et par jour calendaire de retard, si les documents sont demandés par écrit avec des dates de remise.

Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc.)

8.3 Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, une pénalité de 150 € sera appliquée au Titulaire absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent le Titulaire s'il est représenté par une personne incompétente ou insuffisamment compétente au courant du chantier.

En cas de retard aux réunions de plus d'un quart d'heure, il sera fait application immédiate d'une pénalité de 80 € sur simple constatation du Maître d'ouvrage.

8.4 Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles précédents et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles et appliquées par jour calendaire de retard :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 150 € ;
- Dépôt de matériaux, gravois en dehors des zones prescrites : 150 €
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 150 €
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons : 150 €.
- Retard dans le nettoyage du chantier : 150 €
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 150 €
- Carence en matière de fermeture et d'ouverture de chantier : 150 €
- Branchement ou raccordement des outillages électriques de chantier aux installations électriques du site sans accord préalable expresse du maître d'ouvrage : 150 €

8.5 Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous les réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG travaux, tout retard par rapport à la date fixée pour le parachèvement de l'ouvrage (2 semaines maximum à compter de la date de réception) est sanctionné par une pénalité de 1 500 € par jour calendaire de retard.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle aux autres mesures coercitives à la disposition du maître de l'ouvrage, entre autres :

- Maintien de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande qui s'y substitue,
- Prolongation du délai de garantie,
- Mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG Travaux.

8.6 Primes d'avances

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

8.7 Délais et pénalités pour remise des DOE et DTE

Au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux, le titulaire devra remettre : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Puis, par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, dans un délai de deux mois suivant la demande de réception des travaux, le titulaire devra fournir une édition première complète des DOE (Documentation des Ouvrages Exécutés).

Le Maître d'ouvrage disposera de 1 mois pour faire part de ses observations sur cette édition complète. Le Titulaire disposera de 3 semaines à compter de la réception de ces observations pour en fournir une édition définitive.

Le Titulaire encourt pour tout dépassement de délai dans la fourniture des éléments de ces documents en édition première et en édition définitive une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par documentation demandée : DOE.

8.8 Pénalités pour non-respect d'un engagement contractuel

Hors les cas de pénalités spécifiques prévus aux autres articles du CCAP, dans le cas où un engagement prévu à la charge du titulaire ne serait pas respecté, le titulaire encourt sur simple constatation du maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 150 € par jour calendaire, à compter du jour de constatation du manquement et jusqu'au jour de constatation du respect de l'engagement concerné par le titulaire.

Par ailleurs, dans le cas d'une telle constatation, le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage sous 5 jours ouvrés maximum un plan d'action pour remédier au manquement constaté.

Les pénalités du présent article 8.1.1.8 sont cumulables dans la limite d'un plafond correspondant à 25 % du montant hors taxes (montant forfaitaire initial actualisé, augmenté du montant des avenants éventuels et des bons de commande éventuellement émis par le maître d'ouvrage) du présent marché. Ce plafonnement n'est pas confondu avec le plafonnement des pénalités de retard définies à l'article 8.1.1.1 du présent CCAP.

N.B. : l'application éventuelle des pénalités indiquées au présent article n'est pas libératoire.

9. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1 PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché.

10. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

10.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le marché contient une période de préparation fixée à 2 semaines (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux) à compter de la notification du marché.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées dans les articles précédents.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'ouvrage, par les soins du titulaire.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

10.2 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

Par dérogation à l'article 48.1 du CCAG :

10.2.1 PRINCIPES GENERAUX

Le chantier est de niveau 3. Un coordonnateur SPS n'est de fait pas nécessaire. Néanmoins, un plan de prévention sera établi par la maîtrise d'Ouvrage. La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du maître d'ouvrage en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

10.2.2 AUTORITE DU MAITRE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DE LA SECURITE DES TRAVAILLEURS

Le maître d'ouvrage informe sans délai, et par tous moyens, les entreprises de toute violation constatée des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le maître d'Ouvrage doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Dans ce cadre, il est prévu l'obligation suivante : l'entreprise s'engage, de par ses compétences et son expérience, à mettre en œuvre et maintenir par tout moyen l'ensemble des dispositions et dispositifs de sécurité liés à l'exécution des travaux.

10.2.3 COORDINATION S.P.S.

La mission de coordination SPS est assurée en interne par le maître d'ouvrage

10.2.3.1 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au maître d'ouvrage :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre la maîtrise d'ouvrage et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le maître d'ouvrage.

A la demande du poste de sécurité du Palais de l'Institut le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

10.2.3.2 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

10.2.3.3 Locaux pour le personnel

Des locaux seront mis à disposition par l'Institut de France pour le personnel.

L'accès aux locaux du personnel sera assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.3 Travail illégal – Travail dissimulé

En application des dispositions du code du travail relatives à la lutte contre le travail illégal et le travail dissimulé, le titulaire doit remettre au " **MAITRE D'OUVRAGE** " **les pièces prévues aux Articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.**

Il est rappelé que ces pièces doivent être produites dans l'offre et **tous les six mois** jusqu'à la fin de son exécution.

En outre, " **le Titulaire** " devra obligatoirement réclamer les pièces susvisées à l'égard de toute entreprise sous-traitante intervenant sur le chantier. Il s'engage à justifier de cette obligation à première demande du « **maître d'ouvrage** ». A défaut d'exécution par le titulaire de l'une des obligations susvisées, et **7 jours** après mise en demeure restée sans effet, le " **maître d'ouvrage** " pourra prononcer la résiliation du marché à l'égard du Titulaire " n'ayant pas justifié être en règle à l'égard des règles susvisées et ce, sans que " **le Titulaire** " puisse réclamer des indemnités au " **maître d'ouvrage** " à quelque titre que ce soit.

Il est bien entendu entre les parties contractantes que le paiement des situations de travaux est subordonné à la production de ces pièces.

Carte d'identité professionnelle :

Les ouvriers intervenant sur le chantier seront identifiables par le port d'une carte d'identification professionnelle conformément au décret n° 2016-175 du 22 février 2016 relatif à la carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics.

Le titulaire fournit une carte d'identification professionnelle à chacun de ses employés sur le chantier mentionnant le nom du titulaire employeur sur le chantier, le nom, le prénom et la photo du porteur de carte. Sous sa responsabilité, le titulaire fait établir des cartes d'identification professionnelle par chacun de ses sous-traitants, pour chaque salarié de ses sous-traitants intervenant sur le chantier.

Le titulaire s'engage à faire porter de façon visible ces cartes d'identification. Par ailleurs, le titulaire s'engage à établir et à tenir à jour, par entreprise présente sur le chantier, les listes des personnels sur le chantier et à afficher ces listes après chaque mise à jour, dans le bureau de chantier. Le non-respect par le titulaire des obligations fixées par le présent paragraphe est sanctionné dans les conditions fixées par l'article 8.1.1.4

10.4 ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le maître de l'ouvrage.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le contrôleur technique mentionné au présent C.C.A.P.

10.5 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

Le titulaire du présent marché aura à sa charge les éventuelles installations de chantier spécifique à son marché.

Le titulaire du présent marché devra également se référer aux prescriptions de la maîtrise d'ouvrage concernant les installations de chantier qui lui seront transmises lors du démarrage de l'opération.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier sont entièrement à la charge de l'entrepreneur responsable.

10.6 DIRECTION DES TRAVAUX

La direction des travaux est assurée par les différents Maîtres d'œuvres (Concepteur lumière et BET Electricité et Service Patrimoine et Travaux de l'Institut de France) lesquels sont chargés du contrôle des ouvrages. Ils ont seules qualités pour interpréter les plans et devis.

" **le Titulaire** " est tenu de se conformer strictement aux ordres du " **maître d'œuvre** " .

" **Le Titulaire** " et le " **maître d'œuvre** " s'interdisent de se prévaloir de toutes communications verbales qui ne seraient pas confirmées par écrit.

" **Le Titulaire** " doit faciliter les visites et investigations que le " **maître d'œuvre** " estime nécessaires pour que les travaux soient conformes aux dispositions du marché et aux règles de l'art.

10.7 DEROULEMENT DU CHANTIER

Les périodes de congés, vacances annuelles et saisonnières ne pourront justifier une diminution des moyens en personnel et matériel mis en œuvre par l'entreprise.

" **Le titulaire** " s'engage à maintenir sur le chantier, pendant la durée des travaux, un effectif compatible avec le programme d'avancement.

" **Le titulaire** " est tenu d'organiser son chantier suivant les nécessités, les règles de l'art, et les règlements en vigueur.

Notamment, il devra maintenir sur ses chantiers le personnel et le matériel nécessaires à l'exécution des prestations confiées. Il devra assurer la police de son chantier et son gardiennage.

Le " **maître d'ouvrage** ", pourra exiger les modifications d'organisation qu'il jugera nécessaires pour le respect des règlements, lois et délais.

10.8 PROTECTION DU CHANTIER

Jusqu'à la réception des travaux, " le titulaire " a la garde du (des) ouvrage(s). Jusqu'à la réception des travaux, " le titulaire " doit, au titre de la garde du (des) ouvrage(s), protéger ses matériaux et son (ses) ouvrage(s) contre les risques de vol et de détournement, et contre les risques de détérioration.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, " le Titulaire " doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrage(s) des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ladite obligation.

Ainsi, " le titulaire " doit protéger les matériaux, installations, fournitures, outillages et ouvrages jusqu'à la date de réception par le " maître d'ouvrage ". En particulier pour tous les ouvrages livrés et mis en œuvre dans leur aspect "fini" les entreprises devront mettre en place des protections appropriées selon les conditions de mise en œuvre, l'échelonnement des tâches, et la fragilité relative des composants.

Les ouvrages fragiles ou susceptibles d'être détériorés par la suite des travaux comporteront des protections appropriées à leur nature et aux travaux à réaliser.

Ces protections seront déposées en fin de chantier par chaque entrepreneur concerné en coordination avec les opérations de finition et de nettoyage.

En conséquence, " le Titulaire " doit réparer ou remplacer à ses frais tout ouvrage endommagé quelle qu'en soit la cause, sauf recours contre un tiers reconnu responsable. En tout état de cause le " maître d'ouvrage " seront étrangers à toutes contestations et répartitions des dépenses.

Au-delà de la date de réception, tout " titulaire " dont les travaux ont fait l'objet de réserves, sera responsable de tout dommage à l'ouvrage quel qu'en soit la cause, jusqu'à la levée de celles-ci.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, non imputable au maître d'ouvrage, " le titulaire " doit protéger ses ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le " maître d'ouvrage ".

" Le titulaire " est responsable des vols et dégradations quelconques qui peuvent se produire sur l'ouvrage, et cela jusqu'à la date de livraison réserves levées.

11. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

11.1 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité. Le Titulaire doit notamment remettre au maître d'ouvrage les preuves d'acheminement et d'évacuation en décharge de classe appropriée des déchets concernés.

11.2 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception du dernier lot de travaux utilisant les installations de chantier à la charge du titulaire du présent marché, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état

des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

En cas de retard, ces opérations seront exécutées aux frais du titulaire après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice de la pénalité par jour de retard prévue dans les articles précédents

Le Maître d'Ouvrage pourra demander au titulaire de maintenir toute ou partie des installations de chantier, au-delà du délai contractuel du marché, pour les mettre à disposition d'autres entreprises. Les modalités de règlements seront alors fixées d'un commun accord entre toutes les parties, sur la base des prix unitaires ou forfaitaires indiqués à la DPGF du marché.

11.3 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les installations électriques seront testées suivant la réglementation en vigueur.

Des réglages fins seront demandés pour le lot Mise en lumière architecturale.

11.4 DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) sera remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique, composé et présenté selon les dispositions du CCTP du marché.

Précisions complémentaires sur le format numérique :

- les documents graphiques (plans des ouvrages exécutés, plans de détail, plan de calepinage, etc...) seront au format tel qu'il est indiqué dans le CCTP concerné;
- les notes de calculs seront sous format PDF;
- les notices d'utilisation du matériel, notices techniques, des équipements, etc. seront sous format PDF;
- tous les autres documents seront format pdf.

12. RECEPTION DES TRAVAUX

12.1 RECEPTION PARTIELLE ET CONSTAT D'ACHEVEMENT DE TRAVAUX

Le marché ne donnera lieu à aucune réception partielle. Toutefois, Préalablement à l'organisation des opérations préalables à la réception des travaux, un état des lieux sera être effectué en présence de la Maitrise d'Œuvre pour constater la finition des travaux de nettoyage à la fin des travaux.

12.2 DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION

La réception se déroule comme il est stipulé aux articles 41 et 42 du CCAG travaux.

12.3 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

13. GARANTIE ET ASSURANCE

13.1 RETENUE DE GARANTIE

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 %, augmenté du montant des modifications éventuellement intervenues en cours d'exécution dans les conditions prévues aux articles R2192-32 et suivants du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande dans les conditions prévues à l'article R2191-35 du code de la commande publique.

Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché public y compris ses modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché public ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

13.2 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

L'ensemble des garanties contractuelles prend effet à compter de la réception du marché.

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date d'effet de la réception, en application de l'article 44 du CCAG Travaux.

Si à l'expiration des délais de garantie, le titulaire n'a pas remédié aux imperfections notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le titulaire ou qu'elles le soient d'office conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

Lorsque pendant le délai des garanties, la constatation d'avaries indique un vice général de la qualité concernant les matières premières, la fabrication des éléments d'équipement ou les travaux, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire reprendre, aux frais du titulaire, tout ou partie des ouvrages ou équipements incriminés.

Pendant la période de garantie "**le Titulaire**" doit intervenir afin de remédier aux désordres dans les conditions suivantes :

- Si le désordre est de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux, "**Le Titulaire**" sera prévenu par appel téléphonique, télécopie ou mails et devra intervenir **immédiatement**. Une confirmation par le "**maître d'ouvrage**" sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Si le désordre n'est pas de nature à apporter un trouble de jouissance des locaux "le Titulaire" prévenu par lettre recommandée avec accusé de réception aura un délai de **15 jours** à compter de la réception de la lettre pour intervenir.
- Dans le cas où "**le Titulaire**" n'a pas satisfait à ses obligations concernant les réfections, ou remises en état etc... " le "**maître d'ouvrage**" fera exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, aux frais risques et périls de "**Titulaire** défaillant, le tout en application des dispositions de l'article 1792-6 alinéa 4 du Code civil.

" **Le Titulaire**" s'engage à intervenir sous **24 heures** pour remédier aux défauts, malfaçons, imperfections diverses qui engendrent un trouble de jouissance, un usage anormal de l'opération, ou risque relatif à la sécurité des personnes ou à la stabilité de l'ouvrage, qui lui seront notifiés par le "**maître d'ouvrage**" soit :

- par courriel,
- par appel téléphonique,
- suivi de confirmation écrite, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai, le "**maître d'ouvrage**" fera exécuter les travaux aux frais, risques et périls du "**titulaire**" dans les conditions de l'article 1792-6 alinéa 4 du code civil. Lequel n'aura pas la faculté de contester le coût des travaux effectués pour son compte.

13.3 GARANTIE

Suivant le lot les garanties demandées sont différentes.

Lot Electricité :

La garantie est de 1 an pour l'ensemble des matériels et de l'installation réalisée.

Lot Mise en Lumière : La garantie demandée pour le matériel fourni est de 3 ans minimum.

Une extension de garantie de 2 années supplémentaires est demandée en prestation supplémentaire éventuelle. Le titulaire a l'obligation de réparer ou de remplacer les éléments, qui seraient inaptes à remplir leur fonction et/ou qui n'atteindraient pas les objectifs de performance définis au CCTP.

Lot Audiovisuel : A compter de la date de réception, la période de garantie légale est de 1 an.

L'entreprise proposera dans le cadre d'une prestation supplémentaire éventuelle une extension de cette garantie de 1 an de plus.

Durant cette période, et conformément à la législation, il est rappelé au prestataire qu'il est tenu de remédier par ses propres moyens à tous désordres ou anomalies de fonctionnement des équipements et de l'installation. Il doit procéder à ses frais (pièces, main d'œuvre et déplacement) à la remise en ordre et au remplacement des composants défectueux dans la limite d'application de la garantie légale. En particulier, les équipements sont garantis contre tout défaut de conception, de fabrication et d'installation.

13.4 ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, doit justifier qu'il a contracté :

- une assurance obligatoire de Responsabilité Civile Construction, au titre de la responsabilité civile

découlant des articles 1240 et suivants du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, devra justifier de la souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences de sa responsabilité pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion du présent marché et conformément aux dispositions ci-dessus, et ceci à raison de tous dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non causés aux tiers et aux usagers, ainsi qu'aux participants.

Le titulaire, soit le mandataire ainsi que les co-traitants, est seul responsable dans le choix des capitaux souscrits et fera son affaire personnelle d'une absence ou insuffisance de garanties.

13.5 DISPOSITIONS DIVERSES

Le titulaire s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Le titulaire devra fournir une attestation pour l'ensemble des garanties de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations, cette attestation devra porter la mention de l'échéance et l'étendue des garanties.

Il devra également fournir une attestation semblable au début de chaque année pendant laquelle se poursuit l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours, et à l'appui de son projet de décompte final.

Le titulaire du marché informera le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses contrats d'assurances. Il informera le maître d'ouvrage des déclarations qu'il effectuera auprès de son propre assureur au titre de l'opération.

14. MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire.

15. RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements remis à l'appui de la candidature du titulaire ou de refus de sa part de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il pourra être fait application d'une résiliation pour faute du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, des conditions de résiliation suivantes.

Afin que le maître d'ouvrage puisse satisfaire à son obligation de vérifier la conformité de la situation du Titulaire au regard de législation du travail, le Titulaire, avant la signature du marché et tous les six (6) mois de son exécution, les documents prévus par le code du travail.

Dans les deux cas de résiliation indiqués ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les

sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Par dérogation à l'article 45 et 46.4 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut également résilier le marché public pour événements liés au marché ou difficulté d'exécution du marché public (dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes...).

16. REGLEMENT DES LITIGES EVENTUELS ET DROIT APPLICABLE

En vue de trouver ensemble une solution amiable à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, les Parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux Parties.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Toutefois, si au terme d'un délai de trente (30) jours à compter du démarrage de la procédure de règlement amiable, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle désignée ci-après.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal Administratif de Paris sera compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- Dérogation par l'article 2.11 du CCAP à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 2.12 du CCAP à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 3 du CCAP à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.1.1 du CCAP à l'article 11.3 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.5 du CCAP à l'article 13.4.4 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.5 du CCAP à l'article 50.3.2
- Dérogation par l'article 6.3 du CCAP à l'article 13.3.2
- Dérogation par l'article 6.6 du CCAP à l'article 13.5.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 6.8 du CCAP aux articles 15.3 et 15.4 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 7.2 du CCAP à l'article 28.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 8.1 du CCAP à l'article 20.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par les articles 8.7 et 11.4 du CCAP à l'article 40 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 10.1 du CCAP à l'article 28.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 10.2 du CCAP à l'article 48.1 du CCAG-Travaux

CCAP

- Dérogation par l'article 10.5 du CCAP à l'article 34.1 du CCAG-Travaux
- Dérogation par l'article 15 du CCAP aux articles 45 et 46.4 du CCAG-Travaux

En cas de conflit entre les stipulations du présent CCAP et du CCAG ou de toute autre pièce générale applicables au présent marché, les stipulations du présent CCAP font seules foi.